

**EURO**  *mad*



**Conseil de l'Union Européen des ministres des affaires étrangères pour une convergence de la diplomatie et de la sécurité commune.**



**Conseil de l'UE “*Europe for peace*” : quelle convergence diplomatique et quels plans d'action européens face aux principaux conflits qui menacent la stabilité mondiale ?”**

# **SOMMAIRE**

## **I. Introduction**

## **II. Antécédents historiques des conflits hors UE**

1. Tensions Chine - Taïwan
2. Conflit Ukraine - Russie
3. Conflit Israël - Palestine

## **III. Différentes interventions de l'UE et leurs conséquences**

## **IV. Bibliographie**

# I. Introduction



L'Union européenne (UE) se trouve aujourd'hui au cœur de questions cruciales, liées au rôle qu'elle peut ou doit jouer dans un contexte de conflits historiques, passés et à venir. Cette problématique interroge la place de l'UE en tant qu'acteur majeur dans la gestion des multiples tensions géopolitiques à l'échelle mondiale. Le projet européen s'est doté en 1992 d'une Politique Européenne de Sécurité Commune, puis lors le traité de Lisbonne en 2007 d'un Haut Représentant aux Affaires Étrangères et à la Sécurité. C'est d'ailleurs à l'initiative de l'actuel représentant, Monsieur Borrel que s'organise cette réunion de première importance du mois d'avril entre ministres des affaires étrangères de l'UE.

Dans le contexte actuel de grands bouleversements et de conflits géopolitiques tels que la guerre israélo-palestinienne, l'invasion russe en Ukraine ou encore les tensions entre la Chine et Taïwan, il devient essentiel d'analyser le positionnement politique et les initiatives diplomatiques de l'UE face à ces évènements. L'Union doit gagner en cohérence lorsque ces conflits gagnent en intensité afin de jouer le rôle qui doit être le sien pour assurer la paix et la sécurité internationale.

En effet, confrontée à un ordre mondial complexe et au défi du maintien de la paix, l'Union Européenne peine parfois à se prononcer d'une seule voix et donc, à renforcer sa stature mondiale dans ses relations extérieures. Au regard du rôle majeur auquel elle pourrait prétendre, le manque de visibilité de la Politique Extérieure européenne interroge sur la place de l'UE en tant qu'acteur majeur dans la gestion des multiples crises géopolitiques qui font rage actuellement. Des progrès ont été réalisés, mais la Commission européenne pense que les États Membres ont tout à gagner en cherchant à mieux harmoniser leurs positions.

S'agissant de la troisième puissance économique mondiale (après la Chine et les États-Unis, avec un PIB s'élevant à près de 16 milliards d'euros en 2022) historiquement attachée aux droits de l'Homme, l'UE dispose de nombreux atouts pour être un acteur incontournable dans les relations internationales. Ainsi, un interventionnisme européen lucide

pourrait contribuer à faire avancer la résolution des conflits mondiaux actuels tout en garantissant la construction d'un ordre mondial pacifique et respectueux des droits humains universels (cf. Déclaration des Droits Fondamentaux adoptée le 7 décembre 2000 par l'UE). Fer de lance de sa Politique de Sécurité et de Défense Commune (PSDC), le respect de l'éthique et le maintien de la paix entrent toujours en compte lors de l'application de sanctions pour les crimes de guerre et lors de la coopération en matière de sécurité.

L'UE joue un rôle polyvalent, allant de l'apport d'aide humanitaire lors de conflits et de catastrophes, à la prévention de ces conflits par le biais de la médiation et de la prévention. Son implication sur la scène diplomatique en tant que médiateur et promoteur de solutions politiques pacifiques est fondamentale.

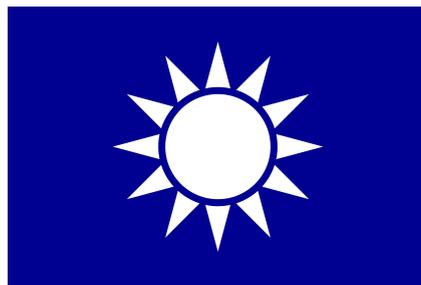
Cependant, dans ce paysage en constante évolution, l'UE est confrontée à de nouveaux défis sécuritaires tels que la cybermenace, le terrorisme international et les menaces hybrides (propagande, actes de sabotage et d'autres moyens non-militaires). Pour y faire face, elle s'efforce de renforcer son autonomie stratégique tout en cherchant à ne pas rompre les liens historiques avec certains pays et en respectant les principes fondamentaux de sa charte.

Cette réflexion invite donc à analyser comment l'UE peut naviguer entre interventionnisme et respect des droits humains, renforcer sa diplomatie pour promouvoir la paix tout en assurant sa sécurité, et trouver un équilibre entre autonomie stratégique et collaboration internationale. Ainsi, le protocole et les accords internationaux joueront un rôle crucial dans la détermination du rôle de l'UE dans les conflits futurs et passés mais toujours présents dans nos quotidiens, et dans la quête d'une stabilité mondiale durable. Ce conseil de l'UE aborde principalement les questions sous un angle diplomatique, mais pour peser dans le concert des nations il faut aussi pouvoir se défendre ou pouvoir subvenir aux besoins militaires de nos alliés. Ces questions pourront donc être également abordées.

## **II. Contexte historique des différents conflits**

### **1. Tensions Chine -Taiwan**

Les relations entre la Chine continentale et Taïwan sont marquées par des tensions historiques et politiques profondes, remontant à la période de la guerre civile chinoise entre les années 1927 et 1949 (avec une trêve entre les deux pays, entre 1937, et 1945, pour lutter contre l'invasion, et l'expansionnisme japonais). Cette guerre opposait le Parti nationaliste chinois, dirigé par Tchang Kaï-chek, et le Parti communiste chinois (PCC), mené par Mao Zedong. En 1949, le PCC a émergé vainqueur, forçant le Parti nationaliste à se retirer à Taïwan pour établir ainsi un gouvernement séparé. Depuis lors, Taïwan a fonctionné comme une démocratie distincte, avec ses propres institutions politiques et un développement économique indépendant.



Kuomintang 1927



Parti Communiste Chinois 1927

Cependant, la Chine continentale maintient une politique d'union chinoise, revendiquant la souveraineté sur Taïwan et considérant l'île comme une "province rebelle". Cette position a créé des tensions durables, car Taïwan se perçoit comme une entité politique autonome avec une identité nationale distincte. Les deux entités ont évolué vers des systèmes politiques différents : la Chine continentale est devenue une République populaire dirigée par le PCC, tandis que Taïwan a été dominée par le parti nationaliste jusqu'en 1986, quand le multipartisme est finalement autorisé.



Carte de 1949 à nos jours séparant la Chine et Taïwan

Sur la scène internationale, la Chine a utilisé son influence diplomatique et économique pour isoler Taïwan, cherchant à décourager d'autres nations de reconnaître l'île en tant qu'État indépendant. Néanmoins, Taïwan maintient des relations informelles avec plusieurs pays et bénéficie d'un soutien politique et militaire, en particulier des États-Unis, malgré l'absence de reconnaissance officielle en tant qu'État souverain. Effectivement, après la trêve de 1945, le parti nationaliste a pu

compter avec le soutien des États-Unis, qui se place en tant qu'intermédiaire entre les deux acteurs et entretenant des relations diplomatiques avec les deux.

La situation change drastiquement dans les années 1970. L'Assemblée générale de l'ONU adopte une résolution en 1971 qui admet la Chine de Mao Zedong au sein des Nations Unies et qui exclut Taïwan de l'institution. La RPC (République Populaire de Chine) remplace donc Taïwan dans le rôle de membre permanent du conseil de sécurité. Des 193 états présents dans les Nations Unies, seulement 13 reconnaissent Taïwan comme un état souverain.



La rupture relative des États-Unis avec l'île est à son apogée en 1979, date à laquelle ils reconnaissent officiellement la RPC et établissent de véritables relations diplomatiques avec celle-ci. Ce rapprochement a lieu dans un contexte de guerre froide et de lutte contre l'URSS, au moment où la rupture sino-soviétique est la plus élevée. La rupture avec Taïwan semble officielle. Les accords de défense mutuelle sont résiliés et les bases américaines à Taïwan sont fermées. Cependant, l'abandon n'est pas complet. Les États-Unis votent en 1979 le Taiwan Relations Act, qui impose aux États-Unis de fournir des armes à Taïwan pour qu'elle puisse se défendre en cas de réunification par la force. Plus largement, cette loi régit les relations culturelles, commerciales et de sécurité entre les deux États et laisse planer une ambiguïté sur la réaction États-unienne en cas d'attaque chinoise sur l'île.



L'Union Européenne a généralement suivi une politique prudente et équilibrée concernant les tensions entre Taiwan et la Chine. Cette politique est défendue par le président de la République française, Emmanuel Macron, lors d'un voyage officiel en Chine, en avril 2023, lorsqu'il déclare que l'Europe "ne devrait pas être suiviste" et ajoute que « Le paradoxe serait qu'au moment où nous mettons en place les éléments d'une véritable autonomie stratégique européenne, nous nous mettons à suivre la politique américaine, par une sorte de réflexe de panique. ». Il ouvre ainsi la porte à l'idée d'un "troisième pôle" et plaide pour que « l'autonomie stratégique » soit « le combat de l'Europe ». L'UE a adopté une position de respect envers le principe de la Chine unique officiellement exposé en 1999, qui considère que Taïwan fait partie de la Chine. Cependant, cela ne signifie pas, comme l'a déclaré le commissaire aux affaires étrangères européen en 2008, Chris Patten, qu'il n'y

ait aucune relation diplomatique et économique avec Taïwan. L'UE a ainsi exprimé un soutien à Taïwan dans le cadre de la sécurité régionale et de la stabilité dans le détroit de Taïwan. Nous pouvons ainsi redire que les pays européens se placent plutôt du côté de la Chine, partenaire économique très important tout en maintenant une position neutre avec Taïwan, et "pas suiviste", "un partenariat informel".

L'Europe a une présence chaque fois plus remarquable sur le sol taïwanais, avec, en 2003 par exemple, l'ouverture d'un bureau de représentation économique européen à Taipei. L'UE encourage également un dialogue pacifique entre les parties, même si, lors de l'escalade des tensions en avril dernier, celle-ci, et plus précisément son chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell, a déclaré que l'Europe devrait être très présente dans ce dossier.



En termes de relations économiques, l'UE entretient des liens commerciaux importants avec la Chine, tout en ayant également des relations économiques et commerciales avec Taïwan, surtout lorsqu'il s'agit de l'industrie de la technologie : on considère que Taïwan est l'un des plus grands acteurs dans le monde des avancées technologiques, et est devenu ainsi le 16ème pays qui exporte le plus de marchandise au monde. Malgré cela et malgré le fait que certains États membres de l'UE entretiennent, comme nous l'avons dit précédemment, des relations informelles ou commerciales avec Taïwan, l'UE n'a pas accordé de reconnaissance formelle à Taïwan en tant qu'État souverain : c'est en grande partie pour éviter les tensions avec la Chine et pour maintenir des relations stables avec Pékin. 13 ont reconnu Taïwan comme état souverain dont le Guatemala, Paraguay, Haïti, Sainte-Lucie, le Vatican.

La place de l'UE dans ce conflit reste encore confuse : elle cherche à jouer un rôle important en tant que médiatrice entre la Chine et Taïwan, comme les États-Unis, tout en ne risquant pas des relations commerciales stratégiques avec la Chine.

## 2. Conflit Ukraine - Russie

Les deux pays partagent une longue histoire médiévale commune. La Rus' de Kiev est selon les récits nationalistes russe l'ancienne entité politique commune à l'histoire des trois États slaves orientaux modernes : Biélorussie, Russie et Ukraine. Par le traité de Pereïaslav, en 1654, l'État cosaque est intégré à l'Empire russe mais dispose d'une large autonomie face à l'État russe. L'autonomie de l'Ukraine est supprimée à la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle, sous le règne de Catherine II. À la suite de la révolution de février 1917 en Russie, l'Ukraine connaît sa première indépendance qui tiendra jusqu'en 1921. Avec la dislocation de l'URSS en 1991, l'Ukraine retrouve son indépendance et son territoire est reconnu par les accords de Minsk.

Finalement les relations entre la Russie et l'Ukraine sont complexes depuis la dislocation de l'URSS. Elles sont émaillées de plusieurs différends économiques (en particulier gaziers).

Les principaux gazoducs entre la Russie et l'Europe



Elles ont atteint une première phase critique depuis 2014, en raison de la crise de Crimée, qui voit la Crimée et Sébastopol (territoires ukrainiens depuis 1954) être annexés unilatéralement par la Fédération de Russie à la suite du référendum de 2014, non reconnu par la majorité de la communauté internationale.



Elles se sont aussi tendues en raison de la guerre du Donbass, dans laquelle la Russie est impliquée en y menant une guerre hybride. Mais la situation est extrêmement grave depuis le 24 février 2022, lorsque la Fédération de Russie a envahi son voisin ukrainien. Le 30 septembre de la même année, le président russe, Vladimir Poutine, a formalisé l'annexion de quatre territoires de l'est et du sud de l'Ukraine, mais les combats s'y poursuivent dans l'actualité. Fortement soutenue par les Occidentaux et galvanisée par le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, l'armée ukrainienne continue de résister à l'agression russe, après plus d'un an de conflit. Cependant ce conflit historique, prenant le tournant d'une guerre, a non seulement des conséquences pour les deux pays concernées, mais aussi sur l'Europe possédant des limites frontalières avec les deux États en conflit. L'Europe est en effet dépendante du

gaz russe, et elle est devenue une véritable arme diplomatique entre la Russie et les occidentaux. La Russie possède donc une domination énergétique en détenant les plus grandes réserves de gaz au monde et en étant le deuxième pays producteur derrière les États-Unis. Environ 40% du gaz importé par les États de l'Union européenne provient de Russie. Plusieurs pays de l'UE assurent la totalité de leurs approvisionnements grâce au gazoduc de Moscou, comme la Lettonie (100%) ou la Finlande (98%), tandis que d'autres en sont largement dépendants comme l'Allemagne (66%) et la Pologne (55%), selon les chiffres d'Eurostat en 2020.

Il faut donc que l'Union européenne fasse des choix importants et stratégiques aux côtés de son allié ukrainien qu'elle a décidé de soutenir sans hésitation. Mais désormais, la question des coûts et de la forme de ce soutien militaire se pose aussi.

### 3. Conflit Israélo-palestinien

Les tensions entre Israéliens et Palestiniens s'imbriquent dans un conflit qui tire son origine de l'héritage colonial de la Palestine mandataire britannique, à l'origine de la volonté de deux peuples d'occuper un même territoire, aujourd'hui divisé entre l'État d'Israël et les territoires palestiniens occupés (la Cisjordanie et la bande de Gaza)

La Palestine, une région historique du Moyen-Orient dont les frontières ont été modifiées à de nombreuses reprises, a été habitée par plusieurs peuples depuis la préhistoire, dont les ancêtres des Juifs et des Arabes, qui revendiquent aujourd'hui le droit d'occuper cette terre.

En 1917, avec la déclaration Balfour, le Royaume-Uni se déclare en faveur de l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif. Par contre, cela pose un problème parce que les Britanniques ont aussi promis de soutenir l'indépendance des Arabes en échange de leurs soutien dans la guerre contre les Ottomans. Néanmoins, ces deux promesses sont contradictoires.

Au cours des années 1930, la persécution des Juifs en Europe entraîne une forte migration vers la Palestine (46% de l'immigration juive d'Europe)

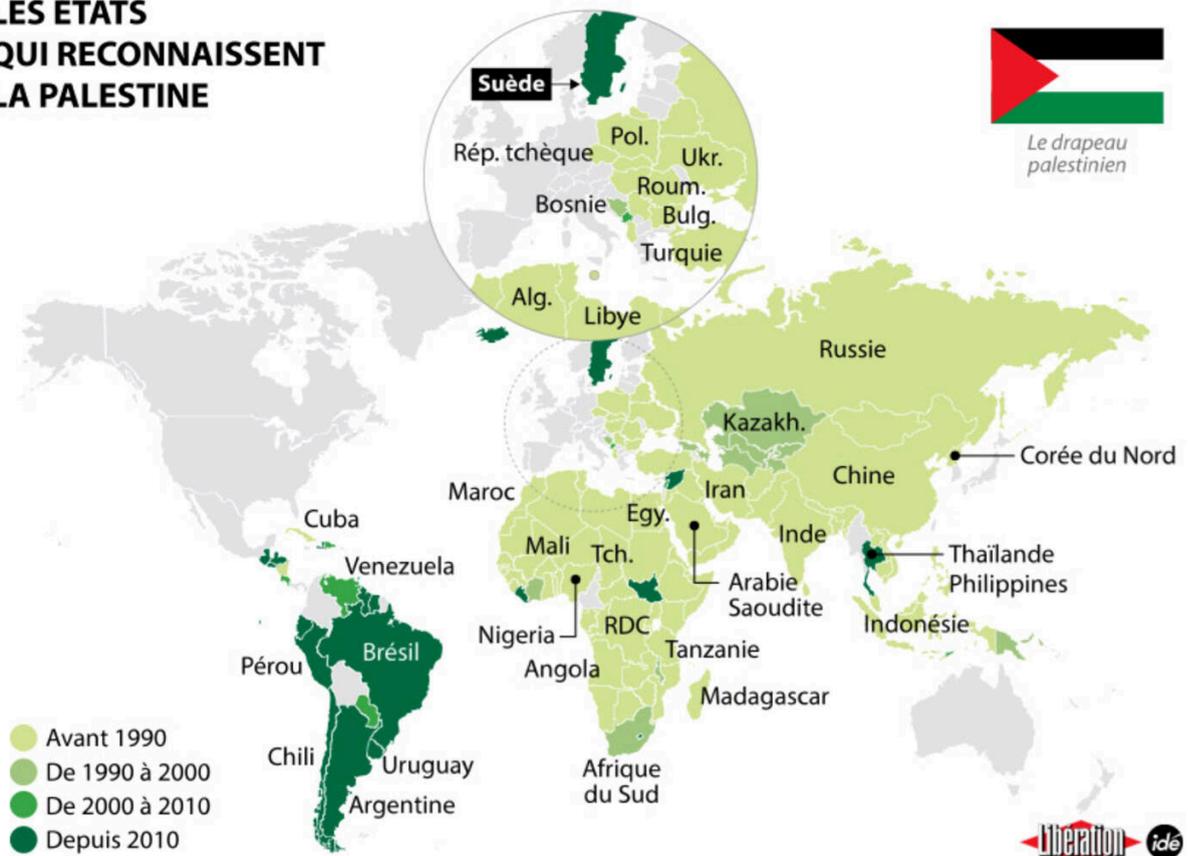
La conférence de San Remo de 1920 donne aux Britanniques un mandat sur la Palestine. Les Nations unies votent un plan de partage de la Palestine entre Juifs et Arabes. Les villes de Jérusalem et Bethléem, qui ont une signification religieuse pour les Juifs, les chrétiens et les musulmans, restent sous contrôle international. Les Juifs acceptent ce plan, tandis que l'ensemble des Arabes le rejettent. Cette tension a engendré l'établissement de milices juives et arabes en Palestine, qui ont à leur tour entraîné des violences extrêmes. Les forces juives soutenues par les É.-U. et l'URSS parviennent à s'emparer de villes arabes.

En 1948, Israël déclare son indépendance. Les armées d'Égypte, de Transjordanie (ancienne Jordanie), d'Irak, de Syrie et du Liban lancent alors un assaut contre Israël. L'armée israélienne (baptisée Tsahal) repousse les forces arabes et gagne une partie du territoire palestinien.

Le 30 mai 1964, la ligue arabe crée l'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP). Trois ans plus tard, lors de la guerre des Six Jours, Israël s'empare de Jérusalem-Est, de la Cisjordanie et de la bande de Gaza (du Sinaï et du Golan). C'est la quasi-totalité de la Palestine qui est désormais occupée par l'État juif. Après le conflit, l'OLP considère que la Jordanie constitue sa principale base arrière pour mener la lutte armée contre Israël. En 1973, lors de la guerre du Kippour, Israël affronte une nouvelle fois une coalition de pays arabes conduits par l'Égypte et la Syrie. L'année 1987 voit se déclencher l'Intifada ("soulèvement" en arabe), mouvement populaire insurrectionnel, massif, non armé, et la naissance du Hamas, l'organisation islamique de Palestine. Le 15 novembre 1988, le Conseil national palestinien d'Alger proclame l'État indépendant de Palestine. Les deux territoires palestiniens sont la Cisjordanie (qui comprend Jérusalem-Est) et la bande de Gaza, distants d'environ 45 kilomètres. En 2011, l'UNESCO reconnaît la Palestine comme une organisation. L'année suivante, l'ONU en fait un État observateur non-membre de l'ONU. En 2017, le pays est reconnu par 136 États.

Le 13 septembre 1993 l'OLP et Israël signent les accords de paix d'Oslo. L'organisation palestinienne renonce à la "violence et au terrorisme" et reconnaît à Israël le "droit d'exister dans la paix et la sécurité" (le Hamas qui apparaît dans ces années est en désaccord avec ces négociations tout comme l'extrême droite israélienne). Les accords d'Oslo ne seront jamais véritablement appliqués car le 4 novembre 1995, le Premier ministre israélien, Yitzhak Rabin est assassiné par un Juif extrémiste.

## LES ÉTATS QUI RECONNAISSENT LA PALESTINE



Cet assassinat bloque le processus de paix. Depuis, les tentatives de relations de paix - comme celle imposée en 2000 par les États-Unis à Israël et Yasser Arafat (créateur du Mouvement de la résistance palestinienne)- s'avèrent infructueuses.

Le conflit perdure aujourd'hui, principalement autour de la bande de Gaza. L'action terroriste perpétrée par le Hamas dans le sud d'Israël le 7 octobre a provoqué la mort de 1 200 personnes, dont des enfants, et entraîné la prise de dizaines d'otages. En réponse, le gouvernement israélien a lancé une offensive militaire à Gaza qui, selon des chiffres provisoires, a causé la mort d'au moins 30 000 personnes, dont environ 70 % sont des femmes et des enfants.

La communauté internationale reconnaît le droit à se défendre de l'État d'Israël, tout en rappelant la nécessité d'une réponse proportionnée, ainsi que son obligation de respecter le droit international humanitaire, en particulier le principe de distinction entre les objectifs militaires et la population civile qui doit être protégée.

L'Union Européenne peut être à l'origine d'initiatives déterminantes, comme l'organisation d'une conférence internationale la convocation dans laquelle tous les participants explorent une solution qui, dans le respect des droits de tous les peuples, prône la reconnaissance de la Palestine en tant qu'État indépendant, conformément à ce qui a été établi par les Nations Unies qui promeuvent le droit du peuple palestinien à former un État viable.



### III. Différentes interventions de l'UE et leurs conséquences

L'Union européenne, face aux différents conflits qui se construisent autour d'elle, bien que rarement concernée directement par les événements, en subit parfois les conséquences et les dommages collatéraux... C'est pour cette raison qu'elle s'est vue intervenir et parfois même imposer des sanctions, au cours de différentes situations. Ces interventions peuvent être économiques, diplomatiques ou encore humanitaires.

En ce qui concerne les interventions économiques, elles vont de vastes sanctions économiques et commerciales à des mesures plus ciblées, telles que des retenues d'armes, des interdictions de voyager et des restrictions financières ou de produits.

Par exemple, certains pays peuvent geler les avoirs et interdire de mettre à disposition des fonds de financement, ou encore restreindre l'acquisition de bien. C'est à dire faire en sorte d'interdire la vente, de fournir, de transférer, d'exporter ou d'acquérir des articles énumérés à l'annexe III du règlement (UE) 267/2012 du Conseil et tout autre article que l'État membre détermine et qui pourrait contribuer, par exemple au développement de vecteurs d'armes nucléaires. La fourniture de services associés est également interdite.

Du côté des interventions humanitaires, elles se traduisent de différentes manières, par exemple , lorsque le conflit ukraino-russe s’est intensifié, l’UE s’est mobilisé afin de venir en aide à l’Ukraine, ainsi différents pays de L’UE ont apporté leurs soutiens, l’Europe a fait preuve d’unité et s’est rapidement impliquée dans le sujet. Par exemple, en apportant un soutien massif à l’Ukraine économiquement et militairement, elle s’est même engagé à le faire : ”aussi longtemps qu’il le faudra” . Cela peut aussi permettre de refléter la position qu’adoptent les pays composant l’Union européenne vis- à -vis de certains conflits.

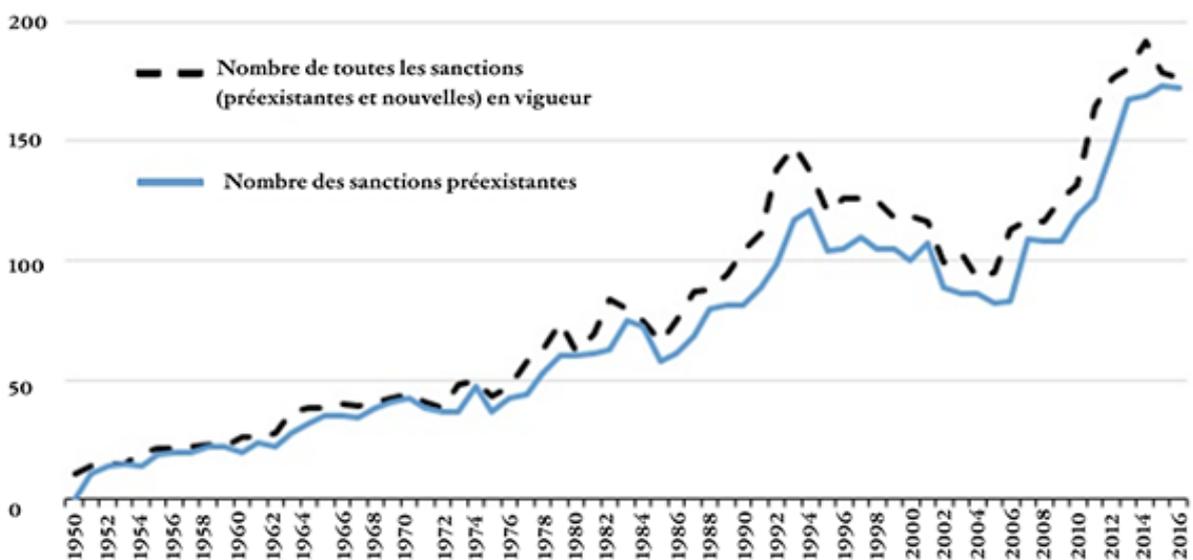
A Gaza, l’UE, s’est aussi engagé à apporter son soutien à la population, ainsi la Commission, va donc fournir une aide financière supplémentaire à hauteur de 25 millions d’euros, ce qui quadruple l’aide humanitaire de l’UE pour Gaza, qui s’élève à plus de 100 millions d’euros cette année.

Enfin pour ce qui est des interventions diplomatiques, l’UE implique souvent des négociations, des efforts de médiation, des pourparlers de paix et des initiatives visant à encourager le dialogue entre les parties en conflit. Ces actions visent à trouver des solutions pacifiques et durables aux conflits, bien que leurs succès dépendent de la volonté et de la coopération des parties en conflit elles-mêmes.

Par exemple, dans le conflit Chine-Taiwan, nous voyons une forte influence diplomatique, afin de maintenir l’ordre et la paix entre les deux acteurs, même si elle ne reconnaît pas ce dernier comme un état souverain.

De plus, l’Union Européenne entretient de relations économiques entre les deux, qui créent une préférence pour la neutralité, la coopération et la modération.

Nous pouvons également nous appuyer sur l’exemple du conflit Russie-Ukraine : l’Union européenne à mis en place les accords de Minsk pour mettre fin à la guerre à l’est de l’Ukraine, signés en septembre de 2014. L’UE a joué un rôle fondamental dans la signature de ces derniers. L’UE de façon plus générale a aussi mis en place la loi Magnitski, qui est un nouvel instrument de sanctions contre les violations des droits de l’Homme dans le monde, qui permet de sanctionner des personnes physiques ou morales, étatiques ou non, qui auraient violé les droits de l’Homme.



Finalement, les sanctions imposées aux pays en conflits ont pour but de provoquer un changement politique ou de comportement de ceux contre lesquels elles sont dirigées, en vue de promouvoir les objectifs de la PESC. (politique étrangère et de sécurité commune )  
C'est un moyen de dissuasion très important pour l'Union Européenne. Ainsi furent créées les sanctions de l'UE qui prirent diverses formes selon les objectifs poursuivis. Le Conseil a mis en œuvre des sanctions pour soutenir les transitions pacifiques, dissuader les changements non constitutionnels, freiner le terrorisme, protéger les droits de l'homme et promouvoir la non-prolifération des armes nucléaires.

Voilà pourquoi la Commission a souhaité convoquer ce Conseil de l'UE des ministres des affaires étrangères, afin de faire converger les politiques des 27 sur ces 3 conflits et être plus efficaces et plus lisible à l'international.

## IV. Bibliographie

[-https://www.revueconflits.com/comprendre-taiwan-un-regard-historique/](https://www.revueconflits.com/comprendre-taiwan-un-regard-historique/)

[-https://fr.wikipedia.org/wiki/Kuomintang](https://fr.wikipedia.org/wiki/Kuomintang)

[-https://fr.wikipedia.org/wiki/Guerre\\_civile\\_chinoise](https://fr.wikipedia.org/wiki/Guerre_civile_chinoise)

[-https://www.lemonde.fr/international/article/2023/04/09/taiwan-emmanuel-macron-appelle-l-union-europeenne-a-ne-pas-etre-suiviste-des-etats-unis-ou-de-la-chine\\_6168865\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2023/04/09/taiwan-emmanuel-macron-appelle-l-union-europeenne-a-ne-pas-etre-suiviste-des-etats-unis-ou-de-la-chine_6168865_3210.html)

[-https://www.francetvinfo.fr/monde/chine/tensions-entre-la-chine-et-taiwan-l-ue-appelle-les-marines-europeennes-a-patrouiller-dans-le-detroit\\_5787173.html](https://www.francetvinfo.fr/monde/chine/tensions-entre-la-chine-et-taiwan-l-ue-appelle-les-marines-europeennes-a-patrouiller-dans-le-detroit_5787173.html)

[-https://fr.wikipedia.org/wiki/Politique\\_%C3%A9trang%C3%A8re\\_de\\_Ta%C3%AFwan](https://fr.wikipedia.org/wiki/Politique_%C3%A9trang%C3%A8re_de_Ta%C3%AFwan)

[-https://www.alternatives-economiques.fr/israel-palestine-lue-a-leviers-financiers-ne-actionne/00108484](https://www.alternatives-economiques.fr/israel-palestine-lue-a-leviers-financiers-ne-actionne/00108484)

[-https://www.eeas.europa.eu/eeas/ce-que-l%E2%80%99union-d%C3%A9fend-%C3%A0-gaza-et-dans-le-conflit-isra%C3%A9lo-palestinien\\_fr](https://www.eeas.europa.eu/eeas/ce-que-l%E2%80%99union-d%C3%A9fend-%C3%A0-gaza-et-dans-le-conflit-isra%C3%A9lo-palestinien_fr)

[-https://www.geo.fr/geopolitique/6-dates-cles-pour-comprendre-le-conflit-israelo-palestinien-211837](https://www.geo.fr/geopolitique/6-dates-cles-pour-comprendre-le-conflit-israelo-palestinien-211837)

[-https://fr-cjpme.nationbuilder.com/history](https://fr-cjpme.nationbuilder.com/history)

[-https://www.lepoint.fr/monde/israel-qu-est-ce-que-les-accords-d-abraham-10-10-2023-2538807\\_24.php](https://www.lepoint.fr/monde/israel-qu-est-ce-que-les-accords-d-abraham-10-10-2023-2538807_24.php)

[-https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2016028/conflit-israel-palestine-explications](https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2016028/conflit-israel-palestine-explications)

[-https://france.representation.ec.europa.eu/informations/lue-augmente-de-25-millions-deuros-son-aide-humanitaire-en-faveur-de-gaza-2023-11-06\\_fr#:~:text=Dans%20le%20cadre%20du%20soutien,millions%20d'euros%20cette%20ann%C3%A9e.](https://france.representation.ec.europa.eu/informations/lue-augmente-de-25-millions-deuros-son-aide-humanitaire-en-faveur-de-gaza-2023-11-06_fr#:~:text=Dans%20le%20cadre%20du%20soutien,millions%20d'euros%20cette%20ann%C3%A9e.)

[-https://www.consilium.europa.eu/fr/meetings/international-summit/2023/12/07/](https://www.consilium.europa.eu/fr/meetings/international-summit/2023/12/07/)

[-https://www.france24.com/fr/moyen-orient/20231016-l-union-europ%C3%A9enne-annonce-l-ouverture-d-un-couloir-a%C3%A9rien-humanitaire-vers-la-bande-de-gaza](https://www.france24.com/fr/moyen-orient/20231016-l-union-europ%C3%A9enne-annonce-l-ouverture-d-un-couloir-a%C3%A9rien-humanitaire-vers-la-bande-de-gaza)

[-https://www.cairn.info/revue-internationale-et-strategique-2003-4-page-123.htm](https://www.cairn.info/revue-internationale-et-strategique-2003-4-page-123.htm)

[-https://www.lefigaro.fr/international/taiwan-la-chine-est-consciente-des-graves-consequences-d-une-escalade-selon-l-ue-20231207](https://www.lefigaro.fr/international/taiwan-la-chine-est-consciente-des-graves-consequences-d-une-escalade-selon-l-ue-20231207)

[-https://fr.euronews.com/my-europe/2023/04/13/taiwan-le-partenaire-incontournable-mais-informel-de-lunion-europeenne](https://fr.euronews.com/my-europe/2023/04/13/taiwan-le-partenaire-incontournable-mais-informel-de-lunion-europeenne)

[-https://www.eeas.europa.eu/eeas/paix-et-s%C3%A9curit%C3%A9-dans-le-monde-l%E2%80%99ue-lance-un-nouveau-programme-destin%C3%A9-%C3%A0-soutenir-la-paix-la\\_fr](https://www.eeas.europa.eu/eeas/paix-et-s%C3%A9curit%C3%A9-dans-le-monde-l%E2%80%99ue-lance-un-nouveau-programme-destin%C3%A9-%C3%A0-soutenir-la-paix-la_fr)

[-https://www.lefigaro.fr/international/taiwan-la-chine-est-consciente-des-graves-consequences-d-une-escalade-selon-l-ue-20231207](https://www.lefigaro.fr/international/taiwan-la-chine-est-consciente-des-graves-consequences-d-une-escalade-selon-l-ue-20231207)

[-https://fr.euronews.com/my-europe/2023/04/13/taiwan-le-partenaire-incontournable-mais-informel-de-lunion-europeenne](https://fr.euronews.com/my-europe/2023/04/13/taiwan-le-partenaire-incontournable-mais-informel-de-lunion-europeenne)